



Retour sur les 5^e Journées professionnelles du CTLES

La Bulac a accueilli, les 23 et 24 juin derniers, les cinquièmes journées professionnelles du Centre technique du livre de l'enseignement supérieur (CTLES), sur le thème « Quelles collections pour quelles bibliothèques ? Accessibilité, valorisation et conservation ».

S'il ne saurait être question ici de résumer chaque intervention, notons qu'une large part était accordée aux retours d'expériences, forcément divers. Du côté de l'étranger étaient représentés des réseaux très différents : celui de la Bibliothèque nationale du Luxembourg rassemble 65 établissements pour un public de 537 000 habitants, dans un contexte marqué par le pluriculturalisme et le multilinguisme ; le réseau finlandais bénéficie d'une tradition centralisatrice qui permet à la Bibliothèque nationale de dépôt située à Kuopio d'abriter 134 km de documents et de réaliser 60 % des demandes de communication des bibliothèques universitaires ; quant aux États-Unis, ils évoluent évidemment sur une échelle bien différente et le témoignage du Center for Research Libraries (CRL) de Chicago insiste sur l'éventail très complet de solutions relatives à la conservation partagée, dans un pays peu centralisé où l'initiative vient surtout des réseaux professionnels (OCLC, RLG...).

Des expériences diversifiées

Côté français, deux intervenants – Albert Poirot pour la Bibliothèque nationale et universitaire (BNU) de Strasbourg et Philippe Marcerou pour la Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne (BIS) – posaient la même question de l'impact d'une restructuration des espaces sur les questions de politique documentaire, de services aux usagers et d'accès, de conservation... Les réponses dans les choix – forcément contraints – d'organisation

des collections varient : la BNU a opté pour la pluridisciplinarité, alors que la BIS a choisi une approche thématique. L'intervention de Marie-Madeleine Géroudet (SCD Lille 1) sur les données de la recherche était plus prospective : la problématique est récente (voir les interventions lors du congrès ADBU 2013 ou la création du segment 10 de BSN) et les bibliothécaires doivent s'en saisir. L'exposé, riche et enlevé, a rappelé la légitimité de la profession sur les questions de publications et d'archives ouvertes et la nécessité de procéder de façon pragmatique et progressive.

Brigitte Michel (projet de Learning Centre de Paris-Saclay) a constaté des pratiques très différentes selon les bibliothèques (un degré d'investissement dans le numérique/l'électronique très variable, des logiques de conservation allant de l'hypersélection à l'exhaustivité...) et appelle à ne pas sous-estimer l'investissement symbolique (par les bibliothécaires, mais peut-être et surtout par les usagers !) et la dimension identitaire de ce qui est considéré comme patrimonial.

De nouvelles approches patrimoniales

La problématique patrimoniale a justement été centrale lors de ces journées. Sans aller jusqu'à évoquer un « changement de modèle », Fabien Plazannet (ministère de la Culture et de la Communication) a pointé des évolutions : l'existence d'une double collection nationale, physique et numérique ; la numérisation de masse ; la délocalisation croissante (du stockage, mais

aussi des services) ; l'émergence d'un « patrimoine de décision » qui, à la logique d'accumulation, substitue un stockage actif et une gestion dynamique des collections. Dans ce cadre, le CTLES a toute sa place. Une intervention à deux voix – celles de Anthony Roubaud, architecte, et de Bernadette Patte, directrice-adjointe du CTLES – a permis d'apprécier le projet tant architectural que bibliothéconomique, à l'heure où la première tranche des travaux d'extension doit débiter, et alors que le CTLES devient opérateur national pour la conservation et le PEB et que ses missions de stockage distant mais aussi de communication, de conservation partagée et de conseil sont confirmées. Rappelons qu'un processus de conventionnement est en cours entre l'Abes et le CTLES afin de définir les modes de coopération pour les actions visant à soutenir et développer des plans régionaux de conservation partagée des périodiques.

Nombre de questions sont revenues en filigrane durant ces journées : la place (physique et symbolique) des collections imprimées et la saturation des espaces, Collex, les opérateurs nationaux, mais aussi la question de l'interministériel : problématiques et évolutions sont communes, tout comme une partie des publics, alors que la distinction institutionnelle aurait tendance à freiner les initiatives de mutualisation. Terminons en évoquant la synthèse stimulante des journées par Valérie Tesnière et en remerciant le CTLES pour ce riche programme, sans oublier les équipes de la BIS qui ont accueilli les participants pour des visites commentées de leur belle bibliothèque qui a enfin retrouvé ses murs.

ANNE-LAURENCE MENNESSIER

Abes
mennessier@abes.fr